



Amplifier l'action partout et au plan national

La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par une amplification des mobilisations en région parisienne avec le succès des manifestations des 15 et 17 avril à Paris.

Xavier Darcos, visiblement nerveux face à cette situation, alterne déclarations provocatrices dans la presse et affichage de dialogue social mais n'offre aucune réponse aux attentes des personnels et des élèves. Il continue de minimiser le mouvement, tablant certainement sur le départ en vacances de la zone C et prend la responsabilité d'une nouvelle aggravation du conflit.

Les organisations syndicales SNFOLC, SNEP-Fsu, SNUEP-Fsu, SNES-Fsu, SUD-Education, UNSEN-Cgt appellent à la poursuite et au développement des actions dans les zones A et B qui reprennent les cours (des premiers rendez-vous sont déjà décidés le 28 avril en Guadeloupe, le 29 avril dans le Gard et en Lozère, le 30 dans l'Hérault...).

Elles proposent en **convergence avec les organisations lycéennes d'amplifier l'action au plan national dès la semaine de rentrée de la dernière zone (le 5 mai).**

D'ores et déjà elles appellent à une journée nationale de grève le 15 mai dans les collèges et les lycées dans le cadre d'une journée d'action de toute l'éducation, de la maternelle à l'université, avec la fonction publique, pour :

- ▶ le rétablissement des postes supprimés en particulier par la transformation des heures supplémentaires en emplois, le maintien des enseignements dispensés aux élèves, l'amélioration des conditions d'études
- ▶ la consolidation des trois voies de formation au lycée, l'arrêt de la généralisation des bacs professionnels en trois ans qui conduirait à la disparition des sections de BEP.
- ▶ l'ouverture de véritables négociations sur la revalorisation des métiers de l'éducation (le rapport Pochard ne pouvant en aucun cas constituer une base de discussion).

Les revendications des personnels de l'Education rejoignent celles de tous les fonctionnaires, mobilisés dans leurs différents secteurs.

L'ensemble des choix gouvernementaux en matière éducative s'inscrit pleinement dans le cadre de la réforme statutaire de la fonction publique et de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui menace 80 000 emplois dans les quatre prochaines années.

Le 21 avril 2008